



# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour  
N° 5 (2025)

### Faits saillants

- ❖ Thaïlande : 8,5 Md USD d'investissements dans les transports prévus entre 2026 et 2031.
- ❖ Cambodge : hausse de 16,9 % du commerce extérieur en 2024.
- ❖ Indonésie : 10,7 Md en 2025 pour le programme de repas gratuits visant 82,9 M de bénéficiaires.

#### LE CHIFFRE À RETENIR

**5,8 %**

Prévision de croissance  
du FMI pour le  
Cambodge en 2025

### Région

#### Interrogations sur l'impact de DeepSeek sur la région

L'entrée de la startup chinoise DeepSeek dans le secteur de l'intelligence artificielle (IA) soulève des interrogations sur la viabilité des centres de données en Asie du Sud-Est. En développant un chatbot IA pour seulement 6 millions de dollars, DeepSeek a démontré la possibilité de créer des solutions IA à moindre coût, face aux milliards investis par les géants technologiques comme Microsoft et Google. Cette innovation pourrait réduire la demande pour les centres de données coûteux et intensifs en ressources, impactant ainsi les investissements dans la région. La Malaisie, en particulier, est à l'avant-garde de ce boom régional, avec des investissements massifs dans les centres de données. Si les grandes entreprises technologiques adoptent des modèles IA à faible coût similaires à ceux de DeepSeek, la demande pour des puces de pointe, des centrales électriques étendues et des centres de données à grande échelle pourrait diminuer et ainsi réduire la valeur de ces investissements en Asie du Sud-Est.

# Indonésie

## Un budget supplémentaire de 6 Md USD pour le programme de repas gratuits

Le gouvernement indonésien a annoncé une augmentation de 6,2 Md USD du budget dédié au programme de repas gratuits, portant son enveloppe totale à 10,7 Md USD pour 2025. Cette hausse vise à accélérer la couverture du programme, qui devrait bénéficier à 82,9 millions de personnes d'ici fin 2025. Pour financer cette mesure, le président Prabowo Subianto a ordonné des coupes budgétaires de 19,1 Md USD, principalement dans les dépenses ministérielles et les transferts régionaux. Selon la ministre des Finances ces ajustements budgétaires ne concerneront pas les aides sociales et devraient stimuler la croissance économique en soutenant les PME locales impliquées dans la distribution des repas. Elle estime que l'initiative pourrait contribuer à hauteur de 0,7 % au PIB et créer environ 185 000 emplois. Cependant, certains économistes avertissent que des coupes mal ciblées pourraient freiner la croissance, en réduisant notamment les dépenses d'investissement public.

## L'Indonésie et l'Inde renforcent leurs liens économiques

Six accords de coopération (MoU) ont été conclus entre des entreprises indonésiennes et indiennes, ainsi qu'entre les chambres de commerce et d'industrie des deux pays, portant sur le numérique, la santé et les énergies propres, en marge de la visite d'État du président Prabowo Subianto à New Delhi. Lors du *CEO Forum*, 25 chefs d'entreprise indonésiens ont rencontré 75 dirigeants indiens pour renforcer les investissements, notamment dans l'agriculture et la sécurité alimentaire. Avec un commerce bilatéral atteignant 29,4 Md USD en 2024, l'Inde est devenue le deuxième plus grand acheteur de charbon et d'huile de palme indonésiens.

# Malaisie

## Maintien par Moody's de la note souveraine de la Malaisie à A3

L'agence Moody's a annoncé le 24 janvier le maintien à A3 avec des perspectives stables de la note souveraine attribuée à la Malaisie. Parmi les pays de la catégorie « A », la Malaisie serait celui qui connaîtrait la croissance la plus rapide au cours des deux prochaines années grâce notamment aux politiques publiques lancées depuis 2023 pour transformer l'économie (Nouveau plan industriel, Feuille de route pour la transition énergétique, Stratégie semi-conducteurs en particulier). De plus, l'engagement jugé soutenu de la Malaisie à élargir l'accès à son marché et à diversifier ses partenariats commerciaux devrait permettre d'atténuer les risques liés aux tensions entre les États-Unis et la Chine.

En bémol, si le déficit budgétaire devrait se réduire à 3,8 % du PIB en 2025 (après 4,3 % du PIB en 2024), l'agence estime que le niveau de la dette fédérale restera élevé (64,3 % du PIB en 2023) et que la capacité d'endettement de la Malaisie demeurera faible en raison d'une faible base fiscale. Les marges budgétaires devraient demeurer réduites au cours des trois prochaines années du fait des charges d'intérêt de la dette qui

absorberont encore plus de 15 % des recettes et des hausses des rémunérations publiques intervenues en 2025 et prévues pour 2026.

## **Maintien du taux directeur de la Banque centrale**

Le Comité de politique monétaire de la Banque nationale malaisienne (BNM) a décidé de maintenir à 3,0 % son taux directeur, inchangé depuis mai 2023. L'activité devrait demeurer soutenue en 2025 selon l'institution (après une croissance du PIB évaluée à 5,1 % pour 2024 en première estimation) grâce notamment aux mesures annoncées pour augmenter les salaires publics et privés, à la hausse des dépenses touristiques et à l'amélioration des exportations. L'inflation, qui pourrait augmenter en 2025 (entre 2,0 % et 3,5 % selon le gouvernement, après 1,8 % en 2024) avec l'élargissement au mois de mai du périmètre d'application de la taxe sur les ventes et les services et la révision au 2nd semestre des subventions au carburant SP95, resterait gérable dans un contexte de baisse des prix au niveau mondial. Par ailleurs, la réduction des écarts de taux entre la Malaisie et les économies avancées ainsi que les réformes structurelles engagées et les mesures prises pour encourager les flux entrants (rapatriement des revenus des investissements directs à l'étranger notamment) devraient continuer à soutenir le ringgit selon la BNM.

## **Assouplissement du dispositif d'accès des tiers au réseau électrique**

Le programme CRESS, qui permet aux producteurs d'énergie renouvelable (EnR) de commercialiser en direct leur électricité aux clients finaux de Malaisie péninsulaire, fait l'objet de nombreuses critiques depuis sa mise en œuvre en septembre 2024.

D'une part, les coûts d'accès au réseau de transmission de l'opérateur public TNB sont jugés trop élevés (9,8 cts/KWh pour une électricité intermittente et 5,4 cts/ KWh pour une alimentation en continu) et, d'autre part, le dispositif ne peut bénéficier qu'à de nouveaux clients excluant de facto ceux qui avaient déjà une relation contractuelle avec les producteurs d'EnR via d'autres dispositifs préexistants.

Répondant partiellement à ces critiques, le régulateur (Energy Commission) vient d'annoncer que le programme CRESS s'adresserait à compter du 1er mai à tous les clients. S'agissant des coûts d'accès au réseau, il est prévu une stabilité des prix pendant 3 ans et, au-delà, une limitation de la hausse de 15%. Cette mesure, censée donner plus de visibilité aux utilisateurs, ne revient toutefois pas sur les niveaux de prix d'accès annoncés en 2024.

# **Singapour**

## **Les entreprises singapouriennes appelées à l'agilité face aux incertitudes économiques en 2025**

Lors des célébrations du Nouvel An lunaire le 29 janvier, le vice-Premier ministre Gan Kim Yong s'est exprimé sur les défis économiques à venir, notamment les tensions commerciales potentielles avec les États-Unis. Malgré ces incertitudes, Gan est resté optimiste quant à la croissance économique, prévoyant une croissance du PIB entre 1 % et 3 % et une inflation de base entre 1 % et 2 %. Gan a également mis en avant les opportunités offertes par la croissance économique de l'Asie du Sud-Est. Il a indiqué que Singapour travaille à renforcer l'intégration régionale et à faciliter les échanges commerciaux, notamment avec la mise en œuvre de

nouveaux accords de libre-échange avec la Chine et l'ASEAN. Gan a appelé les entreprises à maintenir leur agilité et leur résilience, soulignant que ces qualités sont essentielles pour surmonter les défis et saisir les opportunités futures.

## **Baisse des licenciements en 2024 et ralentissement de la croissance de l'emploi**

Les licenciements ont atteint 12 930 en 2024, contre 14 590 en 2023, malgré une augmentation trimestrielle à 3 600 au quatrième trimestre. L'emploi total, excluant les travailleurs immigrés, a augmenté de 45 500 pour l'année, ralentissant par rapport à 2023 et 2022. Ce ralentissement est attribué à une diminution de l'emploi non-résident. Au quatrième trimestre, l'emploi a augmenté de 8 700, contre 22 300 au troisième trimestre. La croissance de l'emploi résident a été soutenue par des secteurs à haute qualification comme les services financiers et de santé, tandis que l'emploi non-résident a augmenté dans la construction mais diminué dans les secteurs de l'information et des communications ainsi que dans l'assurance. Le taux de chômage global a légèrement augmenté à 2 % en 2024, contre 1,9 % en 2023. Pour 2025, le ministère du Travail prévoit une poursuite de la croissance de l'emploi, avec 46 % des entreprises prévoyant d'embaucher plus et 32 % planifiant des augmentations de salaire. Cependant, des risques subsistent, notamment les tensions commerciales géopolitiques qui pourraient affecter les économies fortement dépendantes du commerce international comme Singapour.

## **L'aéroport de Changi anticipe une croissance modérée en 2025 avec une concurrence accrue**

Après avoir traité 67,7 millions de passagers en 2024, soit 99,1 % du record de 2019, Changi vise une part plus importante du marché aérien en expansion. Cependant, des défis majeurs se profilent. La concurrence s'intensifie avec les investissements massifs dans les infrastructures aéroportuaires en Asie-Pacifique, totalisant 217 Md USD pour 170 projets existants et 121 Md USD pour 90 nouveaux projets. Des hubs comme Hong Kong et Incheon renforcent leur position, tandis que de nouveaux acteurs comme le Techo International Airport au Cambodge émergent. De plus, l'introduction de nouveaux vols long-courriers pourrait réduire le rôle de Changi comme hub de transit. Pour rester compétitif, Changi mise sur des améliorations technologiques et des expansions de capacité, mais doit également gérer des coûts opérationnels croissants qui pourraient inciter les compagnies aériennes à se tourner vers des hubs moins chers.

# **Vietnam**

## **Vers une reprise de la construction de logements sociaux ?**

Le ministre de la Construction Nguyen Van Sinh a présenté les statistiques liées à la construction de logements sociaux dans le pays. Selon lui, le Vietnam compterait actuellement 645 projets immobiliers sur ce créneau pour un total de plus de 581 000 appartements destinés à des foyers aux revenus modestes. Ce projet est néanmoins en deçà du plan gouvernemental pour la construction d'au moins un million de logements sociaux entre 2021 et 2030, qui souhaite répondre aux forts besoins ainsi

qu'à une contrainte financière de plus en plus forte dans les villes. En effet, la croissance économique du pays, des taux d'intérêts favorables, les opportunités présentes dans les centres urbains ainsi que la spéculation ont causé une augmentation des prix de 59% en 5 ans. Les dernières statistiques du MoC évoquaient même une augmentation moyenne de 22 à 25 % des prix à Hanoï et Ho Chi Minh Ville en 2024, allant jusqu'à 40 % dans certains quartiers. En outre, le manque d'infrastructures et la rareté croissante des terrains proches des centres dans les principales métropoles du pays ont mené à la disparition croissante des logements abordables (env. 1 000 USD/m<sup>2</sup>). Si le gouvernement a souhaité redévelopper une offre, de nombreux problèmes d'implémentation continuent de se poser au niveau des gouvernements locaux, notamment dans le déboursement du fonds national de 4,7 Md USD prévu à cet effet. L'objectif du MoC reste toutefois d'atteindre 100 000 nouveaux logements construits d'ici la fin de l'année.

## **AERONAUTIQUE: Le constructeur chinois COMAC continue de faire l'objet de déclarations sur le marché vietnamien**

Le vice-premier ministre vietnamien Tran Hong Ha s'est entretenu avec le secrétaire général adjoint de la Commercial Aircraft Corporation of China (COMAC) mercredi 15 janvier. A la suite de cette réunion, il a suggéré que le constructeur chinois collabore avec la compagnie aérienne à bas coût VietJet et appelé le ministère des Transports à réviser la législation vietnamienne afin d'autoriser l'opération de ces avions sur le territoire vietnamien. Pour contexte, les avions COMAC ne sont actuellement pas certifiés par les régulateurs américains et européens. Opérant actuellement uniquement en Chine, l'entreprise cherche toutefois des débouchés à l'export et a conduit en février 2024 une tournée en Asie du sud-est afin de démontrer les capacités de ses appareils. Certaines annonces avaient été faites en novembre et décembre 2024 par les deux entreprises, notamment pour l'affrètement avec équipage (wet lease) de 2 avions. Or, VietJet n'a effectué aucun commentaire à la suite de ces dernières annonces gouvernementales. Pour contexte, ce n'est pas la première fois que des échanges politiques entre le Vietnam et la Chine évoquent l'ouverture du marché vietnamien. La rencontre entre le PM Chinh et le PDG de COMAC en novembre 2024 avait déjà donné lieu à des commentaires similaires.

## **Thaïlande**

### **TGV dans l'EEC : budget 2026 approuvé et budget pluriannuel précisé**

Le Cabinet des ministres a approuvé le budget annuel pour l'exercice fiscal 2026 pour les projets d'au moins 1 Md THB, relevant notamment du Ministère des Transports. Le gouvernement a ainsi approuvé un budget de 8,5 Md USD (286,8 Md THB) entre 2026 et 2031 pour 35 projets dans les transports, dont 1,6 Md USD (55 Md THB) dès 2026. Parmi les projets fléchés, State Railway of Thailand (SRT) obtiendra 620 M USD (21 Md THB) pour le projet de TGV reliant trois aéroports à Bangkok et dans l'EEC, et a précisé sa chronique budgétaire jusqu'à la mise en opération en 2030 (budget total 3,7 Md USD pour la part publique du projet). Cela fait suite à l'annonce récente de la conclusion des négociations du contrat de concession avec le consortium privé Asia Era One, qui doit être approuvé prochainement en Conseil des ministres. Par ailleurs, le Département des autoroutes (DOH)



recevra 360 M USD (12,1 Md THB) pour 30 projets routiers. MRTA recevra 600 M USD (20,2 Md THB) pour la ligne Orange du métro (2,8 Md USD sur 6 ans). L'Agence ferroviaire RTRDA investira en 2026 27,3 M USD (919,8 M THB) pour développer un train prototype conforme aux normes internationales (projet de 56 M USD au total). La PM Paetongtarn presse les agences d'État d'accélérer les dépenses d'investissement, alors que seulement 18 % des fonds ont été utilisés depuis le début de l'exercice fiscal le 1er octobre 2024. Sur le budget 2025, 26,7 Md USD (900 Md THB) sont dédiés aux investissements (soit 24,2 % du budget total).

## **Premières projections 2025 annoncées par les secteurs rizicole et automobile**

De premières projections pour l'année 2025 consolidée ont été publiées dans la presse par le secteur privé, notamment sur le marché du riz et de l'automobile. Concernant l'automobile, le secteur maintiendrait son objectif de 1,5 M de véhicules produits en 2025, dont 1 million pour l'export et 500 000 pour le marché intérieur, selon la Fédération des industries thaïlandaises (FTI). En 2024, la production aurait atteint 1,46 M unités, soit 40 000 unités de moins que les dernières prévisions. Selon la FTI, les ventes domestiques ont chuté de 26,2 % à 572 675 véhicules, leur plus bas niveau en 14 ans. L'export a reculé de 8,8 % à 1,01 M d'unités, avec une baisse de 15,5 % sur décembre 2024. En revanche, les ventes de véhicules électriques progressent : 227 470 EVs (+72,5 %), 469 543 hybrides (+36,7 %) et 63 148 hybrides rechargeables (+17,1 %). Concernant le secteur rizicole, la Thaïlande a exporté 9,95 M tonnes de riz en 2024, mais le secteur tablerait sur une baisse significative des exportations en 2025 (projection à 7,5 M de tonnes) en raison de l'intensification de la concurrence mondiale, selon le porte-parole adjoint du gouvernement, Anukool Pruksanusak. L'Inde a en effet repris ses ventes et la production mondiale augmente avec la fin de la sécheresse. L'Afrique (+35 %), l'Amérique (+33 %) et le Moyen-Orient (+16 %) ont augmenté leurs achats en provenance de la Thaïlande, tandis que l'Asie a réduit les siens de 8 %. L'Indonésie reste le premier client de la Thaïlande (1,3 M de tonnes, -6 %), suivie de l'Irak (1 M, +18 %) et des États-Unis (850 000, +20 %).

## **Philippines**

### **Le taux de croissance 2024 en deçà des prévisions à 5,6%**

Le taux de croissance du quatrième trimestre 2024 (+5,2 %), en deçà des prévisions de ces derniers mois, n'a pas permis aux Philippines d'atteindre leur objectif 2024. Le taux de croissance du PIB sur un an de 5,6 % est sensiblement inférieur à la cible de 6,0 % à 6,5 % arrêtée par les autorités philippines. Ce résultat qui positionne néanmoins les Philippines parmi les pays à la croissance la plus rapide en Asie s'explique notamment par l'accumulation de catastrophes naturelles (typhons et phénomènes El Nino et El Nina) et la baisse de la production agricole (-2,2 % soit la diminution la plus importante depuis 26 ans) ainsi qu'au ralentissement de la consommation intérieure qui représente 70 % de l'économie. Le taux reste supérieur à celui de l'année précédente (+5,5 % en 2023) et ne remet pour l'instant pas en cause les précisions gouvernementales pour 2025 élargies entre 6,5 % et 7,5 %.

## **Les Philippines émettent pour 3,3 milliards de dollars d'obligations en dollars et en euros**

Le 24 janvier 2025, le gouvernement philippin a émis pour 3,29 Md USD d'obligations en dollars et en euros avec : (i) 2,25 Md USD émis en dollars en deux tranches : une obligation à 10 ans, offrant un rendement de 90 pdb supérieur aux bons du Trésor américain, et une obligation durable à 25 ans à 5,90 % ; et (ii) une émission en euros de 1,04 Md USD avec un rendement de 125 pdb au-dessus du taux mid-swap. Il s'agit de la première obligation durable en euros émise par le pays et du retour sur les marchés obligataires en euros depuis avril 2021. Les fonds levés seront principalement alloués au financement du budget général, ainsi qu'au financement et à refinancement d'actifs durables. Cette opération s'inscrit dans le cadre du programme d'emprunt extérieur philippin de 3,5 Md USD pour l'année - permettant ainsi au gouvernement de lever 200 M USD supplémentaire - mais qui représente toutefois une baisse de 27 % par rapport à 2024 (2 Md USD en mai et 2,5 Md USD en août 2024).

## **Le fonds souverain des Philippines annonce son premier investissement en acquérant 20 % de la National Grid Corporation of the Philippines**

Le Maharlika Investment Corp. (MIC), gestionnaire du fonds souverain philippin créé en 2023, a réalisé son premier investissement en acquérant 20 % de la Synergy Grid & Development Phils., Inc. (SGP), une société holding qui détient 40,2 % de la National Grid Corporation of the Philippines (NGCP), l'exploitant du réseau électrique national. A noter que le montant de l'investissement n'a pas été divulgué. Cette prise de participation accorde ainsi au gouvernement deux sièges aux conseils d'administration de SGP et NGCP, renforçant son influence sur l'opérateur du réseau électrique. Cet investissement intervient dans un contexte de préoccupations croissantes soulevées par une participation de 40 % de la State Grid Corp. of China (SGCC) dans la NGCP : une société publique chinoise qui exploite le réseau philippin dans le cadre d'une concession de 25 ans obtenue en 2007. Alors que les tensions entre les deux pays se sont intensifiées en mer de Chine méridionale, la présence de SGCC suscite des interrogations quant à la sécurité énergétique et le contrôle des infrastructures stratégiques philippines.

## **Cambodge**

### **Croissance de 5,8 % en 2025, selon le FMI**

Selon le récent rapport du FMI sur le Cambodge, la croissance de l'économie cambodgienne devrait atteindre 5,8 % en 2025, après 5,5 % en 2024. La croissance est tirée principalement par la demande extérieure, avec une forte reprise des exportations de textiles et une progression des exportations agricoles. Le tourisme continue de se redresser, avec un retard dans la reprise des recettes, tandis que l'immobilier et la construction restent atones. Le taux d'inflation devrait s'établir à 2 % en 2025, contre 0,5 % en 2024. Toutefois, le FMI met en garde contre les risques qui pourraient peser sur la croissance, en particulier, la reprise mondiale plus faible que prévue, les évolutions des politiques commerciales des principaux pays partenaires commerciaux du Cambodge et les tensions géopolitiques. Sur

le plan interne, le Fonds identifie en particulier le risque lié à la forte croissance des prêts douteux dans les secteurs immobilier et de la construction ; plus généralement, le niveau d'endettement du secteur privé mérite d'être surveillé. Toujours selon le Fonds, pour renforcer sa résilience et sa compétitivité, le Cambodge devrait renforcer ses politiques budgétaire, monétaires et poursuivre les réformes structurelles ; recettes connues.

## **Commerce extérieur en hausse de près de 17 %**

Après une baisse de 1,9 % en 2023, les échanges extérieurs du Cambodge ont augmenté de 16,9 % pour atteindre 54,7 Md USD en 2024, selon la douane cambodgienne. Les exportations cambodgiennes se sont élevées à 26,2 Md USD (+15,7 %) et les importations à 28,5 Md USD (+18 %). La hausse des exportations s'est traduite par une augmentation correspondante des importations des intrants textiles, mais aussi de biens de consommation. Le déficit commercial s'est donc creusé à 2,3 Md USD, contre 1,5 Md USD en 2023. La croissance des exportations a été portée par celle du textile (13,9 Md USD, +23 %), du riz, des fruits et des légumes (3,5 Md USD, +13,4 %), et des produits du caoutchouc (1,5 Md USD, +63,8 %). On note également une croissance notable des exportations des meubles et literie (1,17 Md USD, +31,5 %). En revanche, la filière des machines et équipements électriques et celle des pièces automobiles ont connu une baisse respectivement à 1,9 Md USD (-39,9 %) et à 519,1 M USD (-7 %). Malgré la bonne performance globale, la concentration géographique et sectorielle demeure une vulnérabilité substantielle dans les échanges commerciaux du Cambodge. Le pays devrait donc poursuivre ses efforts de diversification des exportations.

## **Laos**

### **Agriculture, secteur stratégique**

L'agriculture laotienne, bien que ne permettant pas d'assurer l'auto-suffisance alimentaire du pays, contribue au commerce extérieur. En 2024, les exportations agricoles ont représenté 1,5 Md USD, dont 100 M USD de produits animaux et près de 300 M USD de produits de la forêt. Pour autant, le secteur agricole rencontre des difficultés (moyens limités, compétences techniques à améliorer, faible productivité, transformation faible...), ce que le ministre de l'agriculture reconnaît. Il souhaite d'ailleurs que des solutions soient trouvées. Et, dans le cadre de la stratégie 2025-2030 de son ministère, il énonce ses priorités. En premier lieu, le Dr Linkham Douangsavanh mentionne la sécurité alimentaire et nutritive. Puis, il décline plusieurs objectifs et notamment le développement de production pour favoriser l'industrie de transformation et créer de la valeur ajoutée ou l'amélioration de la gestion des forêts. Le but, ainsi, est de favoriser le développement rural et la réduction la pauvreté.

### **Le prix du changement climatique**

Le Laos est vulnérable au changement climatique. En particulier, parmi les manifestations météorologiques plus fréquentes et plus extrêmes, on trouve les typhons et les inondations. Chansamone Chanyalath, vice-premier ministre et président du comité central de gestion des catastrophes, a tiré le bilan de 2024. Les événements répertoriés ont entraîné la mort de 17 personnes alors 58 autres étaient blessées. 16 provinces ont été directement affectées, endommageant plus au moins gravement 6 500 maisons, touchant 400 000 personnes et un aéroport, ainsi



que 41 000 hectares. Le montant des dégâts est estimé à plus de 300 M USD. Ces événements extrêmes risquent de se multiplier. Les autorités en sont conscientes comme les partenaires de développement du Laos. Reste à espérer que dans cette course, les solutions d'atténuation locale permettront de réduire les effets néfastes. Quant à la réduction des gaz à effet de serre et au respect des engagements de la COP21, c'est une autre affaire.

## Birmanie

### Exportations de riz : des résultats en ligne avec les prévisions

Selon la Fédération du riz birmane (MRF), les exportations de riz et de brisure de riz ont atteint plus de deux millions de tonnes au cours des neuf mois de l'année fiscale en cours 2024-25 (avril – décembre 24), pour une valeur estimée à 948 M USD. L'Indonésie se classe au premier rang des pays importateurs avec plus de 593 000 tonnes, suivie de la Chine (410 000 tonnes), de la Belgique (274 400 tonnes), des Philippines (131 000 tonnes), du Sénégal (96 600 tonnes), de la Côte d'Ivoire (46 900 tonnes), du Mozambique (44 200 tonnes), de l'Espagne (30 000 tonnes), du Cameroun (27 100 tonnes), des Pays-Bas (17 500 tonnes), de la Pologne (17 400 tonnes), et de l'Italie (13 300 tonnes). La fédération vise à atteindre 2,5 Mt d'exportations de riz au cours de l'exercice en cours (avril 24 – mars 25).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Phnom Penh et des Antennes à Vientiane et Rangoun.

Rédaction : SER de Singapour (Matthys LAMBERT, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : [matthys.lambert@dgtrésor.gouv.fr](mailto:matthys.lambert@dgtrésor.gouv.fr) ; [emma.rousseau@dgtrésor.gouv.fr](mailto:emma.rousseau@dgtrésor.gouv.fr) ; [martin.suteau@dgtrésor.gouv.fr](mailto:martin.suteau@dgtrésor.gouv.fr)